

Professeur Stefan Homburg - Un lanceur d'alerte dévoile l'escroquerie Covid

<https://www.youtube.com/watch?v=-U79Yoo-PJ0>

Dans sa conférence du 02.11.2024, le Professeur S. Homburg a présenté la découverte du lanceur d'alerte au Bundestag. Vous y entendrez des faits choquants sur la vie interne du RKI, dont vous n'avez probablement pas connaissance.

L'événement était excellentement organisé et s'est déroulé sur deux jours. Plusieurs centaines d'auditeurs s'étaient inscrits, ce qui explique que la « grande salle d'audition », destinée en premier lieu aux commissions d'enquête, était presque entièrement remplie.

Merci beaucoup pour l'invitation c'est maintenant ma deuxième conférence ici et par rapport à l'année dernière nous avons beaucoup progressé, il faut le dire. Car en Allemagne, nous avons eu la chance d'avoir eu un **lanceur d'alerte** qui nous a fourni des données que le monde entier nous envie. Alors, je vous en prie, il ne faut pas confondre cette fuite du RKI avec les fichiers RKI, qui sont juste ces procès-verbaux noircis. La fuite du RKI est bien plus importante, près de 10 gigabytes, TOUS les procès-verbaux, pas seulement une partie sans caviardages, et beaucoup de matériel supplémentaire comme des lettres, par ex. du président Macron à l'Allemagne, demandant qu'une approche coordonnée soit adoptée pour les confinements, des fichiers Excel, des E-mails des présentations PowerPoint et ainsi de suite.

L'importance de la fuite RKI n'est pas tant qu'elle révèle quelque chose de complètement nouveau, du point de vue des critiques, mais que ces documents sont concluants comme preuves et sont désormais également acceptés et traités comme tels par un premier tribunal. Si quelqu'un sur Facebook écrit que ceci ou cela n'est pas vrai, cela a fondamentalement peu d'effet, même des articles scientifiques sont souvent écartés et réfutés par des articles contraires. Mais si le RKI écrit en interne que c'est ainsi, on peut alors l'utiliser comme preuve devant un tribunal. Car les confinements et toute la politique Covid ont été coordonnés au niveau international. C'est ce que nous avons découvert ici en Allemagne, ce qui est important pour tous les pays, pas seulement pour l'Allemagne.

La question la plus importante que nous nous posions pendant toutes ces années était la suivante : Est-ce que le RKI, dont les déclarations faisaient autorité et étaient même reprises par les tribunaux, a fonctionné de manière politiquement indépendante ou était-il **influencé par la politique** ? Notre Ministre fédéral de la Santé, en mars, a fait une déclaration très claire, je cite : « Les médias spéculent que le RKI a reçu des instructions politiques et n'a pas travaillé scientifiquement de manière indépendante. C'est faux. Les parties noircies sont surtout des noms d'employés pour les protéger de la haine. » Il s'agit ici d'une inversion typique entre la victime et l'agresseur. A l'époque de cette allégation, Lauterbach avait publié quelques procès-verbaux, pas un seul de son propre mandat et cela vaut encore aujourd'hui, et ils étaient on ne peut plus noircis. Il ne s'agissait pas d'annuaires téléphoniques, mais de procès-verbaux, qu'on n'ait noirci que des noms, personne ne le croit. Mais M. Lauterbach s'en est sorti avec cette affirmation pendant des mois. Comme d'habitude, tous les journaux se sont contentés de répéter ses mensonges dans leurs articles et éditoriaux. Cela a duré jusqu'au 23 juillet 2024, lorsqu'à 4 heures du matin, ceci s'est produit.

Au matin, à 4 heures, ces **10 gigabytes étaient en ligne**. À 6 heures du matin, on a lancé l'invitation à une conférence de presse à Berlin à laquelle environ une trentaine de journalistes sont venus. Et à 10 heures, cette conférence de presse a eu lieu, et les journalistes ont découvert ce que nous avions découvert alors que des milliers de gens avaient déjà téléchargé les données de la fuite du RKI. Nous avons arrangé les choses ainsi pour éviter d'être arrêtés directement ou de subir des perquisitions, etc. Du point de vue des autorités, il s'agissait certes d'un enjeu de taille, mais ils n'ont rien fait parce que cela ne servait plus à rien. Au moment où ces fuites sont sorties, les procès-verbaux non expurgés, le ministre fédéral de la Santé a changé d'avis, Lauterbach a admis que les experts étaient influencés sur le plan politique. Il avait donc maintenu ce mensonge cinq mois, puis il a dit exactement le contraire de ce qu'il avait dit à l'origine. Mais comme toujours, sans aucunes conséquences.

En quoi a consisté cette influence politique ? Je vais vous en montrer quelques exemples, les diapositives suivantes présentent à gauche les procès-verbaux du RKI, et à droite ce qui se passait dans les journaux, dans le monde réel, au même moment. Commençons par quelques exemples d'influence politique. Le 5 mai 2020, le RKI écrit, je cite : « Si le RKI ne répond pas à la demande politique, les décideurs politiques risquent de développer eux-mêmes des indicateurs et/ou de ne plus consulter le RKI

pour des commandes similaires », pour ainsi dire, mais ce sont toutes des citations à la lettre, y compris les fautes de frappe et les erreurs de virgules. Il est intéressant de voir ce que l'autorité pense, soit nous faisons ce qu'on nous dit, ou la politique nous mettra à l'écart. Deux jours plus tard, on lit : « Tester, tester, tester, c'est essentiellement une stratégie implicite dictée par les politiques. Globalement délicat, car les politiciens avaient préparé des lignes directrices ». En mai 2020, il était déjà évident qu'il n'y avait pas de risque médical et que l'idée d'une pandémie ne tenait debout que par une augmentation du nombre de tests PCR. Un élément clé en était la directive du ministre Spahn de tester en masse. Pas seulement des gens malades, mais des gens en bonne santé, ce qui n'avait jamais été fait auparavant. Le journal des médecins écrit que cela doit être payé pour ceux qui sont légalement assurés Cela porte sur des milliards à ce jour. Deuxième exemple d'influence politique, le 5 mars 2020 : « Ce serait bien que l'interdiction orale du Ministère fédéral de la Santé soit mise par écrit ». C'est comme ça que fait le fonctionnaire intelligent s'il reçoit des instructions illégales et craint des mesures disciplinaires s'il ne suit pas l'ordre, ou craint d'être tenu pénalement responsable s'il le suit ; s'il a des instructions écrites du ministère, alors il est tiré d'affaire. Inversement, nous voyons d'après le matériel que le Ministère a hésité à donner des instructions écrites. Citation suivante, le 26 mai 2020 : « Comment le RKI doit-il gérer les interférences des politiciens des ministères sur le contenu ? » Par ex. du Ministère de l'Intérieur, du Ministère du Travail. C'était donc le cas, pas seulement des exigences du Ministère fédéral de la Santé de temps à autre, mais fondamentalement tous les ministères se mettent à se mêler du travail du RKI.

Et maintenant la phrase la plus folle de l'ensemble de la fuite du RKI, le 28 septembre 2020 : « **L'approbation du vaccin à ARNm par la FDA avant les élections américaines n'est pas souhaitée. Il en va de même pour les autorités européennes.** » Cela montre à quel point tout cela était politique. On a annoncé au monde extérieur vouloir sauver le plus de personnes possible par la vaccination. Mais ce qui était plus important, c'était que Biden gagne l'élection présidentielle. Car Trump avait sponsorisé le projet Warp Speed, et lié son destin, en gros à une approbation de l'ARNm avant les élections américaines. Il voulait une autorisation le 1er novembre 2020. Mais les forces politiques derrière le Covid voulaient Biden. On lit sur CNN après le décompte des votes et que les incertitudes ont été éliminées, que la FDA a approuvé en décembre 2020 une autorisation d'urgence à Pfizer-BioNTech.

Le deuxième point important est dans quelle mesure il y avait une **urgence médicale**. Nous trouvons directement en mars 2020 des citations assez remarquables. La première de l'AGI, le groupe de travail sur la grippe (au sein du RKI) Ils suivent les maladies infectieuses et ont des statistiques sur des dizaines d'années, différemment de ces nouvelles statistiques de PCR. Je cite : « Les résultats sentinelle AGI suggèrent que le SARS-CoV-2 ne circule pas largement ». Le rapport date du deuxième jour du premier confinement. Un jour plus tard : « Il vaudrait mieux ne pas formuler ces tendances, car sinon il sera peut être difficile de justifier d'autres mesures. » Cela montre cette façon de penser du RKI qui est visible dans tous les procès-verbaux : ils se sont soumis à la politique et ont toujours pensé en termes de mesures. L'important, c'était donc les mesures, et on tricotait une sorte de justification pour les légitimer. Alors que « Le nombre de lits occupés et libres étaient à peu près pareils. » 50 % de places libres dans les hôpitaux, ajout du RKI : « généralement les places vides sont inférieures à 10 % ». Suit une phrase en rouge, car elle avait été enlevée des procès-verbaux officiels. Mais on a trouvé dans les matériaux supplémentaires un « reste », la version originale du procès-verbal, oublié là. Ce procès-verbal du 25 mars 2020 a été édité en 2023 par une employée du service juridique qui n'avait pas participé à la réunion et était responsable de rejeter les demandes d'accès à l'information selon la loi d'accès à l'information, elle dit qu'elle n'a pas modifié le fichier, juste accidentellement stocké. Comme le RKI n'a pas de système d'enregistrement conforme à la loi, c'est impossible à prouver ou à réfuter. On y lit : « Il est audacieux d'affirmer qu'il existe une causalité entre les mesures et le déclin de la vague. Après tout, nous sommes à la fin de la saison de la grippe. »

De plus, Mesdames et Messieurs, le RKI avait ce **graphique**, pour moi **le plus important de toute la crise du Covid**. C'est un peu complexe, je vais donc vous l'expliquer en détail et mettre l'accent sur le fait que cela n'a pas été fait après-coup, donc pas affaire de biais rétrospectifs. Mais voici le graphique à disposition au début du 1er confinement, sur lequel le RKI voyait ce qui suit : En abscisse (*horizontalement*) les semaines de l'année, depuis le milieu de l'année (saisonnier) et en ordonnée (*verticalement*) ce qu'on appelle ILI (*Influenza Like Illness*), les maladies respiratoires. Ce sont des refroidissements avec de la fièvre, Des refroidissements plus forts que juste un rhume. Chaque courbe représente une année spécifique, on observe le même schéma chaque année, au départ, au milieu de l'été, il y en a peu, puis cela augmente progressivement jusqu'à l'hiver et les mois de janvier et février, ces refroidissements

explosent puis retournent à la valeur d'origine. C'est pourquoi on parle de vagues de rhume ou de grippe. Ce qui nous intéresse, c'est la courbe noire de l'année 2020. Vous voyez, premièrement, que le nombre de refroidissements avec fièvre, y compris le SARS-CoV-2, c'est-à-dire un nombre non spécifique, peu importe le virus qui provoque l'affection, était anormalement bas pour la saison 2020. Et encore plus important, il avait décliné dès février, on voit le pic de la courbe noire en février. En février, des politiciens disaient : a) que le Covid n'était pas dangereux, b) que c'était un complot de droite et troisièmement, que l'on ne devrait pas hésiter pas à célébrer le carnaval, ce qui a d'ailleurs été fait jusqu'à fin février. Ce n'est que la première semaine de mars, pour des raisons auparavant peu claires, que l'ambiance politique a changé en une semaine. Et à ce moment-là, les refroidissements étaient déjà en chute libre. Cela signifie aussi des excuses comme, « Oui, bien sûr que ça descendait avant le confinement mais les fermetures d'écoles ont eu un effet ou l'annulation des grands événements ». Toutes mesures incompatibles avec les données, car elles ont toute commencé dès la 10ème semaine. Mais comme on le voit sur le graphique, cela avait diminué dès la 6e semaine.

Le sujet suivant concerne la vaccination et j'ai plusieurs diapositives là-dessus. Car dans les procès-verbaux, c'était particulièrement noirci. On lit d'abord le 15 avril 2020, alors que nous avons appris dans les journaux qu'il n'existerait pas de vaccin pour un bon bout de temps, car le développement prend 10 ans et si un vaccin arrive, il sera facultatif. On lit en interne ceci : « Jusque-là, on n'a aucune expérience avec les vaccins à ARN et à ADN. L'EMA et Pfizer envisagent de laisser tomber les études de phase 3 au cas où. » Deux semaines plus tard : C'est d'ailleurs très instructif, « Plusieurs vaccins seront développés et testés à un rythme accéléré. Les données pertinentes ne seront collectées qu'après la commercialisation ». Cela signifie que l'on injecte d'abord toute la population et on verra ensuite si c'est bénéfique ou nocif, oui c'était le plan. Et il a été mis en œuvre ainsi. Vous savez que le 27 décembre 2020, les premières vaccinations ont commencé et qu'en phase préliminaire, le 8 janvier 2021, on lisait : « L'efficacité du vaccin n'est pas encore connue. La durée de protection est également inconnue. » Ils répétaient ce qui figurait dans l'autorisation de l'EMA, en gros, que l'approbation consistait essentiellement à protéger contre un test PCR positif, mais tout le reste, la protection contre les maladies graves, la protection contre le décès et autres ne pouvaient être garantis. En mars, on constate les premiers signes de scepticisme : « Rien ne prouve encore que l'effet de la vaccination entraîne moins de décès chez les personnes âgées. Les personnes vaccinées meurent-elles ? » A droite, vous voyez un

document de WDR (radio) qui montre les étapes de développement habituelles d'un vaccin. La recherche et le développement peuvent prendre de 8 à 17 ans. Cette fois, on l'a fait en seulement quelques mois. Le résultat, comme nous le savons, a été catastrophique. Deuxième point sur la vaccination : Protège-t-elle les autres ? Cette question est extrêmement importante car la vaccination obligatoire généralisée est fondée sur l'allégation que les vaccinés protègent aussi les autres. S'il ne s'agissait que de se protéger soi, alors une obligation légale aurait été hors de question. Que pensait le RKI de la protection des autres ? Très tôt, le 8 février 2021, on lit : « Il faut s'attendre (mais ce n'est pas sûr, car cela n'a été montré nulle part) à ce que grâce à la vaccination on soit protégé contre les maladies sévères, mais pas contre la prolifération locale du virus. » En août, on lit : « Les bénéfices de la 2G, (soit l'exclusion des non vaccinés de la vie sociale) ne sont pas une plus grande protection des autres mais une plus grande protection de soi. » Et en 2022 on lit : « Il n'y a aucune preuve que les vaccinations apportent un changement dans l'excrétion. Aucune preuve de changement. » En résumé, en interne, c'était clair et limpide, et la position était cohérente avec tout ce qui figurait dans la littérature, en particulier dans l'étude d'approbation de Pfizer qui n'a jamais prétendu de protection des tiers. Qu'est-ce que cela signifiait pour la communication au public ? Le pays tout entier sera pris en otage par ces personnes. C'est ce que Lauterbach a lancé aux non-vaccinés, aux députés du Bundestag lors d'un débat à la question de savoir si une obligation générale de vaccination serait introduite. Comme nous le savons aujourd'hui, cela devrait être le cas et n'a échoué que de peu. Et si l'on est honnête, cela n'a échoué que parce que l'opposition à la CDU/CSU avait des idées différentes sur la façon de mettre en place de larges vaccinations obligatoires et qu'ils se bloquaient respectivement dans leurs propositions. C'était une décision de justesse. Mais vous voyez sur cette diapositive une preuve très claire que ce qui était communiqué à l'extérieur était totalement contredit par ce que l'on savait à l'interne.

La prochaine diapo concerne **la sécurité du vaccin**. Maintenant les choses deviennent très sérieuses, si vous n'avez pas les nerfs solides, vous devriez sortir un moment. Le 19 mars 2021, cela fait donc 3 mois que l'on vaccine, « AstraZeneca suscite un grand battage médiatique général. Maintenant 12 cas de thrombose de la veine sinusale Les organismes de pharmacovigilance de l'Institut Paul Ehrlich ne suivent pas bien. » Puis, « Thrombose sinusale, aussi chez les hommes, une incidence 20 fois plus élevée. » Cela veut dire que ceux vaccinés avec AstraZeneca avaient un risque 20 fois plus élevé

que les non vaccinés de souffrir de thrombose sinusale, une maladie vraiment grave mettant la vie en danger. Dix-sept mai 2021, rapport sur les effets secondaires, « L'Institut Paul Ehrlich en a compté 45 000 au cours des dernières semaines, myocardite chez les jeunes hommes, thromboses de la veine sinusale et ainsi de suite. » Dans la seule audience à ce sujet jusqu'à présent, la Commission d'enquête de Brandebourg le Chef du département de la sécurité de Paul Ehrlich, Mme Dr Keller Stanislawski a témoigné : « Il y avait des gens qui ne s'occupaient que des décès et des gens qui ne s'occupaient que des myocardites, nous avons beaucoup plus de travail que jamais auparavant, juste avec ces vaccins. » La plus choquante, c'est la diapositive suivante, regardez ici encore les dates, mars, avril, mai, cela montre à quel point le vaccin AstraZeneca est dévastateur. Et même le citoyen ordinaire qui n'a pas accès à des connaissances scientifiques est devenu méfiant. Les gens avaient reçu des informations convaincantes de leur entourage sur ce qu'il se passait. Comment les leaders politiques allemands ont-ils réagit à ces avertissements ? Par les titres suivants : « Le Président fédéral Steinmeier s'est vacciné avec AstraZeneca », « La chancelière Merkel et le vice-chancelier Scholz se sont vaccinés avec AstraZeneca », « Karl Lauterbach s'est fait vacciner avec AstraZeneca ». Et le dernier à le faire, en mai, « Jens Spahn s'est fait vacciner avec AstraZeneca ». Jamais auparavant on n'avait entendu de politiciens mettre en ligne les traitements qu'ils recevaient. Mme Merkel, c'est le clou du spectacle, elle a même montré son certificat de vaccination. D'après mon interprétation, ils voulaient simplement éviter qu'AstraZeneca reste sur les rayons et d'être poursuivis pour gaspillage de l'argent des contribuables. Les gens craignaient encore ce genre de choses à l'époque. Entre-temps, c'est devenu coutumier de chaque année dépenser des milliards en doses de vaccin que l'on jette ensuite, mais à l'époque on avait encore peur. Se sont-ils vraiment fait vacciner ? Chacun peut en décider. À partir d'un QI de 90, on parvient à prendre une décision.

Passons maintenant au thème des enfants. Le 11 mars 2020, on lit dans le procès-verbal, « Des fermetures d'écoles dans des zones qui ne sont pas particulièrement touchées ne sont pas recommandées. » Cinq jours plus tard, toutes, y compris les jardins d'enfants, étaient fermées. D'ailleurs le même jour, ce 11 mars 2020, une autre équipe de crise s'était réunie, et en gros, l'avait déjà décidé. Et le 16, les écoles étaient fermées, malgré des allers-retours avec le RKI. Le 21 mai 2021, « L'associations professionnelles de pédiatrie... », donc les pédiatres, « ... sont réticents vis à vis de la vaccination des enfants. » « Les politiciens préparent les campagnes de vaccination. »

Un peu plus tard, presque en suppliant, « Les enfants, en comparaison des autres maladies respiratoires, ont un risque plus faible de progression vers une maladie sévère. » On constate une résistance interne, mais elle n'est jamais communiquée au monde extérieur. Et à la fin de 2021, on lit : « Actuellement, une vaccination de rappel des enfants est également planifiée du côté ministériel, bien qu'il n'y ait aucune recommandation et en partie pas d'approbation. » Le ministre de la santé a posté le tweet suivant à ce sujet : « Chez les enfants âgés de 12 à 15 ans, BioNTech avait une efficacité de 100 % contre le Covid sans effets secondaires. » (Encore une fois, cette affirmation qu'il n'y a pas d'effets secondaires !) « Tout plaide en faveur de la vaccination des enfants. » Si vous n'êtes pas bloqué comme moi, vous pouvez ouvrir le tweet de Lauterbach et cliquer sur sa source, et vous verrez que c'est un blog qui partage un communiqué de presse de Pfizer & BioNTech. Le Ministre est essentiellement un bureau de publicité de l'industrie pharmaceutique. Il n'y a aucun article scientifique avec ce post.

J'en arrive à la conclusion. Cette dernière diapositive est la plus complexe, elle est divisée en trois parties, et de mon point de vue, c'est aussi la plus importante. Elle montre d'abord la dite évaluation des risques du RKI sur 3 ans. En vert, cela signifie que l'on vit avec les virus comme les gens en ont eu l'habitude au fil des siècles. Jaune et encore plus rouge signifient confinement, fermetures d'écoles et de jardins d'enfants, couvre-feu, masques obligatoires, rester dans un rayon de 15 km, et vaccination forcée directe et indirecte. Vous voyez en mars 2020, que le RKI a soudain augmenté le risque, en mars 2020, à gauche, cela passe du vert au jaune, et cela reste ainsi jusqu'au début 2023, et alors on repasse au vert. Regardons maintenant à titre de comparaison une statistique du RKI et du Ministère fédéral de la Santé, qui montre l'occupation des lits de soins intensifs. La ligne verte en bas montre l'occupation normale recommandée des capacités allemandes d'unités de soins intensifs. Vous verrez ce qui suit : En 2020, leur sous-utilisation est claire, complètement anormale. C'est ce qu'a déclaré le RKI dans ses procès-verbaux au sujet de l'occupation hospitalière totale. A cette époque, des milliards de subventions ont été versés aux hôpitaux, pour éviter la faillite. C'est aussi l'époque à laquelle le personnel hospitalier a créé ces danses qui circulaient partout sur Internet. Puis vous voyez qu'en 2021, 2022, 2023, l'occupation totale de l'unité de soins intensifs ne fluctue quasiment pas et que cela ne ressemble absolument pas à une situation spéciale. Le plus intéressant dans ce graphique est la ligne pointillée tout en bas. Ce sont les cas PCR. Les gens qui ont

contracté le Covid ainsi que ceux qui, par exemple sont arrivés après un accident de la route et qui, comme requis à l'époque, devaient obligatoirement faire un test PCR à l'admission. Vous voyez en bas que cette courbe PCR fluctue énormément sans que cela n'ait aucune influence sur l'occupation totale supérieure. Le cœur du problème, c'est que les médias, durant trois ans, n'ont montré à la population que la courbe inférieure avec sa soi-disant croissance exponentielle, comme ils disaient. Si vous comparez à présent les deux, vous vous diriez qu'il est complètement incompréhensible que le graphique du haut indique un risque aussi élevé, alors que celui du bas affiche une normalité complète. Clairement, on ne le comprend pas, n'est-ce pas ? mais vous le comprendrez à travers la fuite du RKI. Voici maintenant l'explication à gauche. Seize mars 2020 : « Pendant le week-end, une nouvelle évaluation des risques a été préparée. » Et, comme l'a révélé le procès, une nouvelle évaluation venue du ministère, donc pas une évaluation scientifique. « Cette semaine, le risque doit être augmenté. » Un jour plus tard, le rapport du RKI dit : Risque élevé, et puis on est entré en confinement. En juin 2020, non seulement les refroidissements étaient tout en bas, ce qui est normal pour la saison, mais même ces chiffres PCR étaient au sous-sol et s'approchaient de la ligne du zéro. Et en prélude au procès-verbal affiché ici, les membres du RKI ont rédigé le procès-verbal qui proposait que le risque soit à nouveau baissé. Mais ensuite on lit quelque chose concernant le général de l'OTAN, Holtherm, qui était le chef suprême du RKI, à deux niveaux hiérarchiques au-dessus de M. Wieler. M. Wieler était plus une figure de proue, ou un porte-parole, « Holtherm a décidé mardi soir que l'évaluation des risques ne devait pas être modifiée pour la semaine à venir. » La semaine à venir, cela a l'air anodin. Mais vous voyez, cela a duré trois ans. Puis le 25 février 2022, la réduction du risque de « très élevé » à « élevé » a été rejetée par le ministère fédéral de la Santé. C'était peu avant le vote sur la vaccination générale obligatoire. Maintenant, la seule partie vraiment drôle que j'ai trouvée dans toute la fuite du RKI : Le 26 avril 2023, « Début avril, le ministre a déclaré que la pandémie était terminée. » Le RKI l'a appris tel quel, directement du journal. « On pourrait réfléchir à placer l'évaluation des risques sur faible. » On avait totalement oublié, vous voyez donc que du début à la fin, il ne s'agissait pas de médecine.

Les conclusions suivantes s'imposent, selon moi : Nous voyons avec le RKI **le problème fondamental de l'État de droit** : Selon Montesquieu, les tribunaux devraient contrôler l'exécutif. Mais les tribunaux ont principalement traité avec et cru les autorités, c'est essentiellement ainsi que se sont déroulés tous les procès, qu'il s'agisse de la

vaccination obligatoire, des confinements ou des fermetures d'écoles. Le RKI et le PEI ont toujours agi en tant que témoins, et les tribunaux ont été d'accord avec toutes les restrictions. Parce que toutes les autorités sont tenues de respecter les instructions, le gouvernement est son propre témoin. Et cela abolit la séparation des pouvoirs. Il faut avoir de la chance et disposer d'un lanceur d'alerte bienveillant pour parvenir à de meilleurs résultats.

Je vais maintenant citer une phrase d'un jugement actuel : « Cette évaluation, basée sur les recommandations de l'Institut Robert Koch (pour l'obligation vaccinale), est mise à mal par les procès-verbaux de l'Institut qui viennent d'être publiés. » Cela signifie que le Tribunal administratif d'Osnabrück, dans un procès sur la vaccination obligatoire d'un employé des soins de santé, a réfuté l'obligation vaccinale sur la base de la fuite du RKI, qui contredit les dires précédents, et a renvoyé l'affaire à la Cour fédérale Constitutionnelle pour une nouvelle décision. À mon avis, le même problème se pose avec d'autres autorités comme l'Office de la Protection de la Constitution et l'Agence fédérale de l'environnement. Ils ont un rôle à jouer dans les procès, même s'ils sont subordonnés à l'autorité de l'État. Merci beaucoup de votre attention.
Merci, Professeur Homburg.